

Le gouvernement guatémaltèque fait un faux pas



Le président guatémaltèque Jimmy Morales a créé une grave crise politique dans son pays lorsqu'il a déclaré persona non grata et ordonné l'expulsion immédiate du magistrat colombien Iván Velázquez, chef de la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala, la CICIG, car ce dernier aurait outrepassé les limites de son mandat en exerçant des pressions dans le but de modifier le système juridique guatémaltèque.

Il s'agit, pour le moins, d'une grave erreur de calcul du chef d'état, qui pourrait avoir reçu de mauvais conseils de ses assesseurs et qui n'a pas médité suffisamment avant de prendre une mesure qui a soulevé de vives critiques y compris au sein de son gouvernement et aussi à l'échelle internationale.

Ce qui est peut-être le plus embarrassant c'est que cela arrive juste au début d'une semaine complexe pour le président Morales car la Cour Suprême de Justice doit décider si elle lui enlève l'immunité inhérente à son poste afin qu'il soit jugé pour un présumé financement illicite au cours de la campagne qui lui a permis d'accéder à la présidence.

Une enquête faite justement par la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala, la CICIG et par le Parquet a abouti à la présentation de charges contre le gouvernant car il aurait caché tant aux autorités électorales qu'à la direction de son parti, le Front de Convergence Nationale, d'importants dons à sa course à la présidence.

Mais on attend aussi le début d'un procès contre le fils et contre le frère du président qui auraient fraudé en faisant payer des services non prêtés à une institution officielle : le Registre de la Propriété.

Jimmy Morales a remporté les élections présidentielles avec le mot d'ordre « ni corrompu ni voleur » avec une campagne éclaboussée par le scandale qui a conduit en prison le président d'alors, Otto Pérez Molina et l'ex-vice-présidente, Roxana Baldetti accusés d'être à la tête d'une bande qui se livrait à la contrebande et à la fraude fiscale.

Maintenant, en essayant d'expulser du pays le chef de la CICIG, le chef d'état se met au centre de l'orage car beaucoup sont d'avis que c'est une question personnelle et non d'une décision d'état ce qui se cache derrière ce scénario.

Pour le moment, la Cours pour les Questions Constitutionnelles a laissé temporairement sans effet l'ordre d'expulsion contre Velázquez, mais les premiers effets de la crise se font déjà sentir.

Le président a décidé de destituer le ministre des Affaires étrangères, Carlos Morales, car celui-ci a refusé d'appliquer la mesure et il a mis à sa place Sandra Jovel, qui, dans le passé, a été impliquée dans l'adoption irrégulière d'un bébé.

Les ministres de la santé, Lucrecia Hernández et du Travail et de la Prévention Sociale , Leticia Teleguario ainsi que plusieurs fonctionnaires ont déjà présenté leur démission en signe de protestation contre l'expulsion d'Iván Velázquez.

La Procureure Générale, Thelma Aldana, a annoncé qu'elle quittera son poste si la mesure n'est pas corrigée.

Le Guatemala est donc entrée dans une semaine complexe plongée dans cette nouvelle crise politique et sociale qui pourrait avoir des résultats imprévisibles dans un jeu de pouvoirs dans lequel le président reste de plus en plus isolé et c'est sûr que la population descendra de nouveau dans la rue exprimer son indignation face à une classe politique incapable de voir au-delà de ses propres intérêts.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/139582-le-gouvernement-guatemalteque-fait-un-faux-pas>



Radio Habana Cuba